



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Clinics for Sexually Transmitted Diseases Regulation

under the

Health Protection and Promotion Act

Regulation 556 of the Revised Regulations of Ontario, 1990

(as amended)

Règlement sur les cliniques pour les maladies sexuellement transmissibles

pris en application de la

Loi sur la protection et la promotion de la santé

Règlement 556 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990

(tel qu'il est modifié)



mai 1995

© Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario

May 1995

© Printed by the Queen's Printer for Ontario





This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées.

Health Protection and Promotion Act

REGULATION 556

Amended to O. Reg. 400/94

CLINICS FOR SEXUALLY TRANSMITTED DISEASES

1. In this Regulation,

- "clinic" means a clinic established, equipped, operated and maintained by a board of health or a hospital in accordance with this Regulation for the treatment of persons who have or who are suspected of having syphilis, gonorrhoea, chancroid, granuloma inguinale, genital C. trachomatis infections or lymphogranuloma venereum; ("clinique")
- "clinic attendance" means a visit by a person to a clinic for an examination, or for treatment, supervision or follow-up for a sexually transmitted disease; ("visite à la clinique")
- "Director" means the Director of the Public Health Branch of the Ministry or his or her successor or any person designated by the Minister to exercise the duties of the Director of the Public Health Branch; ("directeur")
- "hospital" means a hospital under the *Public Hospitals Act*. ("hôpital") R.R.O. 1990, Reg. 556, s. 1.
- **2.** It is a condition of a grant made under this Regulation that the board of health or hospital that establishes a clinic for which a grant is applied for,
 - (a) appoint a physician, who is approved by the Director, to have charge of the examination, treatment, supervision and follow-up of patients in the clinic;
 - (b) appoint a staff of physicians and registered nurses adequate to examine, treat, supervise and give follow-up to all persons who apply for examination, treatment, supervision or follow-up at the clinic;
 - (c) permit the Director to inspect,
 - patient records, provided that the identity of the patient is not disclosed.
 - (ii) clinic records, and
 - (iii) equipment in the clinic;
 - (d) provide the necessary examination, treatment, supervision and follow-up to any person who applies at the clinic and who has or is suspected of having a disease referred to in the definition of "clinic" in section 1; and
 - (e) not charge for any service rendered during a clinic attendance. R.R.O. 1990, Reg. 556, s. 2.
 - 3. REVOKED: O. Reg. 400/94, s. 1.
- 4. (1) The Minister shall pay a grant for medical services rendered in a clinic by a physician for diagnosis and treatment of a person who has or who is suspected of having a disease referred to in the definition of ""clinic" in section 1 and the amount of the grant shall be equal to the amount that would be payable for medical services under the *Health Insurance Act*.
- (2) In addition to the amount payable for medical services, a grant referred to in subsection (1) shall also include the cost of drugs used in the care and treatment of the person referred to in subsection (1). R.R.O. 1990, Reg. 556, s. 4.

Loi sur la protection et la promotion de la santé

RÈGLEMENT 556

modifié jusqu'au Règl. de l'Ont. 400/94

CLINIQUES POUR LES MALADIES SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

- 1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.
- «clinique» Clinique créée, aménagée, gérée et entretenue par un conseil de santé ou un hôpital, conformément au présent règlement, pour traiter les personnes atteintes ou soupçonnées d'être atteintes de syphilis, de gonorrhée, de chancre mou, de granulome inguinal, d'infections génitales par C. trachomatis ou de lymphogranulomatose vénérienne. («clinic»)
- «directeur» Directeur de la Direction de la santé publique du ministère, ou son successeur, ou toute personne nommée par le ministre pour exercer les fonctions de directeur de la Direction de la santé publique. («Director»)
- «hôpital» Hôpital aux termes de la Loi sur les hôpitaux publics. («hospital»)
- «visite à la clinique» Visite d'une personne dans une clinique aux fins d'examen ou de traitement, de surveillance ou de suivi, pour une maladie sexuellement transmissible. («clinic attendance») Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, *en partie*.
- 2. Pour bénéficier d'une subvention en vertu du présent règlement, il faut que le conseil de santé ou l'hôpital qui crée une clinique pour laquelle une subvention est demandée :
 - a) nomme un médecin approuvé par le directeur et chargé d'examiner, de traiter, de surveiller et de suivre les malades dans la clinique;
 - b) nomme une équipe de médecins et d'infirmières dotée des moyens nécessaires pour examiner, traiter, surveiller et suivre toutes les personnes qui demandent à être examinées, traitées, surveillées et suivies à la clinique;
 - c) permette au directeur d'inspecter :
 - (i) les dossiers des malades, à condition que leur identité ne soit pas révélée,
 - (ii) les dossiers de la clinique,
 - (iii) le matériel installé dans la clinique;
 - d) fournisse les services d'examen, de traitement, de surveillance et de suivi nécessaires à toute personne qui se présente à la clinique et qui est atteinte, ou soupçonnée d'être atteinte, de l'une des maladies mentionnées à la définition de «clinique» à l'article 1;
 - e) s'abstienne de percevoir des honoraires pour tout service rendu pendant la visite d'un malade à la clinique. Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, en partie.
 - 3. ABROGÉ: Règl. de l'Ont. 400/94, art. 1.
- 4. (1) Le ministre verse une subvention pour les services médicaux rendus dans une clinique par un médecin assurant le diagnostic et le traitement d'une personne atteinte ou soupçonnée d'être atteinte de l'une des maladies mentionnées à la définition de «clinique» à l'article 1, et le montant de la subvention est égal à la somme qui serait payable pour ces services médicaux en vertu de la Loi sur l'assurance-santé.
- (2) En plus du montant à verser pour les services médicaux, la subvention mentionnée au paragraphe (1) comprend également le coût des médicaments employés pour soigner et traiter la personne mentionnée au paragraphe (1). Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, en partie.

5. Where the treasurer of a municipality receives an account for medical services rendered by a physician to a person not insured under the *Health Insurance Act*, who has or is suspected of having a disease referred to in the definition of "clinic" in section 1, within three months after the service was performed under the direction of the medical officer of health, the treasurer shall pay the account and forward the account to the Minister within three months after he or she receives the account and the Minister shall pay a grant to the municipality equal to the amount that would be payable for the medical services as insured health services under the *Health Insurance Act*, and, where an account has been similarly received and submitted for drugs used to treat and cure the disease, the grant shall include 100 per cent of the cost of the drugs. R.R.O. 1990, Reg. 556, s. 5.

5. Lorsque le trésorier d'une municipalité reçoit un compte pour des services médicaux rendus par un médecin à une personne non assurée en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* et atteinte ou soupçonnée d'être atteinte de l'une des maladies mentionnées à la définition de «clinique» à l'article 1, il règle ce compte dans les trois mois qui suivent la prestation fournie sous la direction du médecin-hygiéniste, et transmet ce compte au ministre dans les trois mois qui suivent sa réception. Le ministre paie à la municipalité une subvention égale au montant qui serait payable en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* pour les services médicaux fournis en tant que services de santé assurés. De la même façon, quand un compte pour des médicaments employés pour traiter et guérir une maladie est reçu et transmis au ministre, la subvention doit inclure 100 pour cent du coût des médicaments. Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, en partie.